

L'emploi

Je suis stupéfait de voir un député de la Chambre des communes que je respecte, qui a été l'un des meilleurs maires du Canada, se prêter à un jeu bassement partisan et affirmer qu'il y a affrontement. Le fait est que nous sommes maintenant en présence de mesures visant l'élaboration d'un nouveau programme national qui permettrait de subventionner la formation dans les domaines où il y a des débouchés. Nous allons offrir aux provinces des fonds destinés à financer la modernisation de leurs établissements de formation. En collaboration avec le secteur privé et les gouvernements provinciaux, nous allons mettre au point un nouveau système de prévision en matière de formation afin de recenser de façon plus précise les domaines où il y aura pénurie de main-d'œuvre qualifiée pour être en mesure d'y remédier.

En ce moment, les fonctionnaires provinciaux discutent avec leur homologues fédéraux de ces propositions et élaborent des programmes conjoints. D'autres réunions suivront. Est-ce qu'on peut parler d'affrontement lorsque les parties en cause sont sur la voie d'une entente au sujet des nouveaux programmes de formation? Cet affrontement n'existe que dans l'imagination des députés d'en face. Ce supposé conflit existe dans la tête du député de Rosedale parce que c'est ce qu'il veut voir. Il tient absolument à inventer un scénario dans lequel le gouvernement fédéral est à couteaux tirés avec les gouvernements provinciaux. Il n'y a pas de conflit avec les provinces au sujet de la formation, monsieur l'Orateur. Par contre, ce que nous devons dire aux provinces et à bien des institutions, c'est que dans un trop grand nombre de régions du pays on prépare des travailleurs pour des emplois qui n'existent pas. Sur neuf participants à nos programmes de formation, quatre se préparent à occuper des emplois inexistantes. Trente pour cent d'entre eux finissent pas devenir chômeurs.

Nous devons changer de priorités. Comme le signalait un de mes collègues, dans certaines provinces on forme plus de coiffeurs et de barbiers qu'il n'y a de têtes à coiffer et à raser. Un gouvernement fédéral qui dépense 900 millions de dollars se doit d'avoir le sens des priorités auxquelles cet argent doit servir. Je sais gré aux provinces de finalement accepter ces priorités. Nous avons pris l'initiative de les établir. A mon avis, il incombe au gouvernement de le faire dans ces domaines et de travailler de concert avec les gouvernements provinciaux et le secteur privé à la réaffectation de cet argent et au remaniement des programmes de formation.

C'est pourquoi, monsieur l'Orateur, le débat d'aujourd'hui pourrait être utile. C'est un débat important que les Canadiens attendent avec impatience. Mais il doit être fondé sur les faits, sur la réalité, et non pas sur la fiction et les effets de rhétorique dans lesquels se complait malheureusement le député de Rosedale. Il n'a bien servi ni son parti ni lui-même en se bornant à nous chanter la même rengaine, au lieu de nous proposer des solutions constructives, imbues d'une attitude positive, et de nous inviter à travailler ensemble à la solution de ces problèmes.

Nous examinons actuellement nos programmes d'emploi. Nous tentons de trouver des solutions aux problèmes de l'emploi chez les jeunes et chez d'autres groupes de Canadiens particuliers. Nous voulons élaborer de nouvelles mesures plus efficaces, afin d'utiliser à meilleur escient les sommes dont nous disposons. Cette recherche est en cours depuis plusieurs mois. Les programmes de formation étaient le premier élément

d'une révision globale de notre programme de main-d'œuvre. Nous invitons certes nos vis-à-vis à nous faire part de leurs idées, car nombre d'entre eux ont œuvré dans ce secteur et pourraient tirer de bonnes idées de leur expérience. Nous ne connaissons jamais leurs idées si, au lieu de faire preuve d'esprit de collaboration, ils ne font que rechercher la confrontation.

Je crois, monsieur l'Orateur, que les Canadiens comptent sur leurs représentants au Parlement pour trouver de meilleures solutions au problème de l'emploi. J'invite les députés de l'opposition à profiter de ce débat pour faire connaître leurs vues. Pour ma part, je les écouterai et transmettrai leur message au cabinet. Mais si on nous chante la même vieille rengaine pour dire que rien ne se fait, que nous courons à la ruine, alors le débat ne servira à rien, monsieur l'Orateur, et les Canadiens seront les perdants.

Mlle Carney: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. S'il reste du temps au ministre, puis-je lui poser une question?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Ce n'est possible qu'avec le consentement unanime de la Chambre, car le temps de parole du ministre est expiré.

Une voix: Non.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt le discours que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) vient de terminer. Je ne peux être d'accord avec lui que sur un point: son vœu que le débat d'aujourd'hui soit utile. Pour le reste, monsieur l'Orateur, je ne peux que me demander si le ministre parlait bien du pays dans lequel nous vivons lui et moi. J'avais l'impression qu'il parlait d'un autre pays, ou même d'une autre planète.

Mais je ne dois pas oublier qu'à l'exception de neuf mois de régime conservateur, nous avons été gouvernés continuellement depuis 1963, depuis presque vingt ans, par les libéraux. Nous avons plus de chômage que nous n'en avons jamais eu et, pour la première fois de notre histoire, le chiffre désaisonnalisé de chômeurs dépasse le million. Nous sommes affligés du plus fort taux d'inflation de toute notre histoire. Je dois me demander d'où vient cet état de choses. Où étaient tous les merveilleux programmes dont le ministre nous a parlé? Pourquoi n'ont-ils pas eu d'effet? Puisqu'ils n'en ont pas eu, comment le ministre peut-il prétendre que tout va bien?

Voyons les faits. Le dernier mois pour lequel nous avons des chiffres, le nombre de chômeurs, après correction des variations saisonnières, était supérieur à un million. Tout cela en dépit du fait que le nombre de travailleurs a diminué et qu'il y avait 122,000 emplois de moins en décembre qu'en septembre, et 57,000 de moins qu'en novembre seulement. On a prédit que nous aurions 175,000 chômeurs additionnels d'ici le mois de mars, ce qui a déclenché toute une série de questions aujourd'hui. Le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray) a donné des réponses incroyables. Dans ses remarques sur le rapport qu'on a publié, le directeur des services économiques du ministre, M. McCormack, a signalé que «le Québec et l'Ontario continueront à souffrir davantage de la récession économique. En décembre, 312,000 Ontariens étaient sans emploi, soit 17 p. 100 de plus qu'il y a un an». Ce sont les travailleurs de l'automobile qui souffrent plus de la récession et leur représentant au parlement n'est nul autre que le ministre de l'Industrie et du Commerce. Ce sont les travail-